

Utopique souveraineté pour les pays arabes ?

par Hèla Yousfi, 12 février 2019

Le Monde diplomatique

Utopique souveraineté pour les pays arabes ?

Huit ans après le déclenchement des révolutions arabes, les deux revendications principales : « Le peuple veut la chute du régime » et « travail, liberté, dignité nationale », scandées de Tunis à Damas en passant par Bahreïn, peinent encore à trouver une traduction politique, économique et sociale. Plusieurs explications aussi bien endogènes que régionales ont été convoquées pour expliquer ces difficultés. Cependant, ces slogans qui font de l'État aussi bien la cible des contestations que le pourvoyeur des solutions, en tant qu'employeur et en tant que garant de la souveraineté nationale, compliquent davantage l'intelligibilité des dynamiques en cours (1). Ce paradoxe aussi difficile à nier qu'à cerner a produit des thèses simplistes : à la lecture réduisant le processus révolutionnaire à des enjeux de libéralisation politique et économique, s'oppose une autre lecture se focalisant sur le rôle de l'État dans la gestion des problèmes économiques et sociaux.

Lire aussi Arezki Metref, « Hébéture de la gauche algérienne », Le Monde diplomatique, février 2019.

Mais ces thèses ne résistent pas à l'examen des faits et posent deux questions fondamentales : que signifie le retour de la « souveraineté nationale » dans l'agenda politique des pays arabes ? Dans une région subissant les guerres et les réformes néolibérales, l'État (et quel type d'État) peut-il encore constituer un sujet d'analyse pertinent ? Et surtout : possède-t-il les ressources politiques, économiques et symboliques pour répondre à l'émancipation revendiquée par les peuples de la région ?

Si les révolutions arabes de 2011 ont révélé que les économies nationales souffrent des mêmes dysfonctionnements, à savoir une polarisation sur peu de secteurs, des taux de chômage parmi les plus élevés du monde, une gestion rentière des ressources et une corruption conduite et organisée par les oligarchies claniques au pouvoir, elles ramènent sur le devant de la scène un phénomène largement sous-estimé. À savoir la rencontre entre les logiques néolibérales et l'exercice autoritaire et clientéliste du pouvoir, constitutive de l'ensemble des États postcoloniaux de la région (2). Pour faire avancer la compréhension des défis posés aux régimes arabes, une double perspective peut être adoptée. D'une part, en faisant un détour par l'histoire de la formation des États dans la région pour éclairer les tensions entre les gouvernants et les gouvernés ; d'autre part, en mettant l'accent sur le poids de l'entreprise systématique d'affaiblissement des États provoquée à la fois par les guerres

et/ou impulsée par les différentes réformes structurelles imposées par les bailleurs de fonds internationaux.

De quoi l'État arabe est-il le nom ?

L'État est un concept d'origine européenne né entre le XVI^e et le XIX^e siècle qui a accompagné le développement du capitalisme et l'émergence de la bourgeoisie. Il correspond d'un point de vue organisationnel à la mise en place d'une bureaucratie administrative centralisant le pouvoir et monopolisant la violence physique et symbolique légitimes, et permettant d'exercer un contrôle des ressources ainsi qu'une surveillance sociale à travers des institutions comme l'armée, la police, la bureaucratie ou l'école. Si la construction institutionnelle de ces États-nations fortement intégrés s'est effectuée en Europe de manière endogène et en conformité avec les imaginaires collectifs qui sous-tendent le rapport entre l'individu et le collectif dans chaque pays, ce n'est pas nécessairement le cas des États arabes issus du découpage colonial.

Lire aussi Thierry Brésillon, « Une Tunisie contre l'autre », *Le Monde diplomatique*, novembre 2018.

Imposées par des accords Sykes-Picot du 16 mai 1916 et surtout par le traité de Sèvres en 1920, les frontières nationales dans les pays arabes correspondent moins aux aspirations d'émancipation des peuples qu'à la répartition des influences et des ressources énergétiques de la région. Il en a résulté des trajectoires d'étatisation aussi bien hétérogènes qu'ambiguës : des États plutôt intégrés comme la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie ; des communautés sans États mais qui cherchent à en construire un (les Palestiniens et les Sahraouis du Front Polisario) ; ou encore des communautés avec des États démantelés comme le Liban après le début de la guerre civile en 1975. On peut aussi citer le cas de la Libye après que le colonel Mouammar Kadhafi, alors au pouvoir, eut lancé la révolution culturelle islamique, le 16 avril 1973, et réorganisé, en 1977, les institutions de son pays en soumettant la révolution populaire à un régime autoritaire où les décisions politiques, économiques, militaires et diplomatiques échappaient totalement aux institutions politiques représentatives du « peuple ». Autre exemple, celui du Yémen du Nord.

Les États post-indépendances héritent de la superposition de deux structures économiques : la structure de type capitaliste, qui prévaut dans le secteur industriel après avoir été introduite par l'entreprise coloniale puis transférée à la nouvelle élite au pouvoir, côtoie une structure caractérisée par des rapports de production qui prévalent classiquement dans le monde de la paysannerie — régulés par l'appartenance communautaire —, et située en dehors de l'économie officielle. Ces États héritent également du mode de gouvernement militaro-bureaucratique de l'administration coloniale, maintenu par les élites locales par mimétisme afin d'asseoir leur domination sur les régions riches et gérer les identités alternatives tribales et/ou ethniques (les Berbères au Maroc, les Kurdes en Syrie et en Irak, les chiites au Bahreïn, etc.) qui défient régulièrement l'État et interrogent sa légitimité en l'absence d'un récit historique unificateur.

De cette histoire émergent des États « féroces » — pour reprendre l'expression du politiste Nazih Ayubi (3) — caractérisés par l'importance des dispositifs de sécurité, par le maintien de liens forts entre l'armée, les clans économiques et le pouvoir et par une relative déconnexion des forces sociales et économiques locales. Il n'en demeure pas moins que ces États souffrent de la distorsion inhérente à leur formation, à savoir le manque de récit fondateur à même de leur assurer la légitimité historique nécessaire pour pénétrer la société, notamment à travers l'articulation entre fiscalité, participation à la décision politique et étatisation. Le recours régulier et instrumental à des idéologies comme le nationalisme arabe ou l'islamisme politique témoigne de ces difficultés.

Des États « féroces et rentiers » rouages-clés des réformes libérales

Pour se maintenir au pouvoir, les élites locales ont maintenu des politiques économiques fondées sur une logique rentière. Lesquelles ne concernent pas uniquement les pays pétroliers. La plupart des États ont ainsi privilégié l'accroissement de la consommation au détriment de politiques de développement nécessaires à la diversification de l'économie, mais qui comportent le risque de faire émerger des acteurs concurrents à l'élite au pouvoir. Cela explique la très faible diversification des secteurs de l'économie arabe, concentrée sur trois ou quatre secteurs associés aux secteurs primaires ou aux secteurs manufacturiers à faible valeur ajoutée, tout comme le développement de l'économie informelle. À titre d'illustration, l'Algérie, dont les recettes extérieures continuent aujourd'hui de dépendre principalement des hydrocarbures, a même connu un recul du secteur manufacturier tandis que l'agriculture souffrait de politiques parfois incohérentes indignes de son potentiel.

Pendant les années 1950-1960, sous l'impulsion d'une élite politique d'obédience socialiste ou nationaliste arabe, la plupart des États post-indépendance ont adopté des politiques volontaristes d'investissement dans les ressources humaines en développant les services publics : la fonction publique est devenue le premier employeur, permettant ainsi aux élites au pouvoir de maintenir une certaine « paix sociale » avec les populations locales. Les premières vagues de libéralisation des années 1970, qui se sont accentuées vers la fin des années 1980-1990 avec les programmes d'ajustement structurel conduits par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ont largement fragilisé les économies arabes et ont donné lieu à plusieurs mouvements sociaux (Égypte en janvier 1977, Tunisie en janvier 1972 et en janvier 1984) défiant les systèmes autoritaires en place. Par ailleurs, les États de la région ont tous signé de manière bilatérale et sans coopérer les uns avec les autres des accords commerciaux de libre-échange avec l'Union européenne (UE) qui leur étaient défavorables. La motivation des élites gouvernantes arabes était principalement la recherche d'une légitimation politique internationale, au risque d'y perdre économiquement (4). Les conséquences ne se sont pas fait attendre : les inégalités sociales et territoriales se sont creusées, le taux de chômage a augmenté, l'offre des services publics s'est détériorée et l'emploi public s'est raréfié, érodant ainsi le pacte de sécurité sociale qui alliait des pouvoirs autoritaires aux populations soumises politiquement mais relativement protégées économiquement (5).

La « souveraineté nationale » à l'épreuve des « élections libres, marché libre et identités libres »

Les révolutions arabes, en réclamant « la chute du régime », ont provoqué non seulement une implosion du contrat social interne entre les élites, mais ont également fait éclaté le pacte néocolonial entre les États arabes et leurs alliés occidentaux. La demande d'État portée par les différents mouvements sociaux s'est incarnée différemment selon les pays : la revendication d'un État séculier au Liban, la demande d'unification du mouvement de libération nationale dans le cas palestinien ou l'exigence d'un emploi dans la fonction publique en Tunisie. Ainsi, Le 17 janvier 2019, c'est le slogan « la souveraineté nationale avant les augmentations salariales » qui a été retenu par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) lors de la grève générale dans la fonction publique, exprimant une dénonciation radicale des réformes imposées par le FMI. Au-delà de ces différences de situation, le message est clair : sortir de la dépendance politique et économique étrangère maintenue par les élites gouvernantes locales.

Lire aussi Hicham Alaoui, « Échec de l'utopie islamiste », Le Monde diplomatique, novembre 2018.

L'aspiration partagée est partout plus ou moins la même : la reconstruction d'un État débarrassé de ces distorsions originelles qui, tout en rompant avec l'héritage autoritaire et clientéliste, doit se montrer capable de redistribuer les richesses et garantir la quête d'émancipation politique et économique des peuples de la région. Or la seule voie proposée par les institutions internationales est le jumelage de la « promotion de la démocratie » avec des prescriptions économiques néolibérales. Bien que cette recette ne soit pas nouvelle, elle renoue avec la rhétorique adoptée par le président américain George W. Bush lors de son discours du 11 septembre 2002 (commémorant les attaques du 11 septembre 2001 et légitimant la guerre en Irak) : « Nous cherchons une paix juste où la répression, la ressentiment, la pauvreté sont remplacés par l'espoir de la démocratie, le marché libre et le commerce libre ». Une telle rhétorique vise essentiellement à exploiter le soutien de façade à la « démocratie » pour approfondir la libéralisation économique. Un soutien qui n'exclut bien évidemment pas celui, continu, de l'Occident aux régimes autoritaires, notamment en Égypte.

L'enjeu de la décentralisation

Au centre de cette nouvelle offensive néolibérale, la décentralisation de la gouvernance prend des formes plus ou moins violentes selon les pays. Elle est radicale et imposée par la guerre en Irak et en Syrie. En Irak, une reconfiguration de l'espace politique et territorial inspirée du modèle libanais a été entreprise sous le principe de la *muhâsasa* — le système de partage des quotas ethno-sectaires (6). En Tunisie, la décentralisation, tout en étant associée à une rhétorique de lutte contre les inégalités sociales, vise principalement à installer une compétition directe entre les collectivités locales pour le partage des ressources (7). Dans les deux cas, la décentralisation est une réforme qui pose la question territoriale dans le cadre d'une phase ultime de fragmentation de l'État et de libéralisation de l'économie.

Réactivant la résurgence des identités ethnico-religieuses, cette déstructuration de l'État s'accompagne d'une attaque sans précédent contre l'idée même de souveraineté nationale, de plus en plus vilipendée comme le reliquat d'un passé révolu. Simultanément, les luttes sociales portées par les révolutions arabes et contestant l'hégémonie de la classe gouvernante sont de plus en plus concurrencées par l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, dont certains mobilisent les individus moins sur la question de la répartition des richesses que sur celle des libertés individuelles, sur une base culturelle identitaire, ethnique, religieuse ou sexuelle.

Ces réformes néolibérales et la focalisation identitaire qui va avec ont déjà été adoptées par les pays occidentaux mais elles ont été imposées aux pays arabes par les institutions internationales et les grandes puissances occidentales avec une détermination sans faille (8). L'objectif ? Neutraliser le caractère politique des identités collectives et faire advenir le règne de la logique marchande en faisant de l'espace arabe un marché libre pour les marchandises comme pour les identités. Les grands conglomérats étroitement liés à l'appareil d'État et aux familles dirigeantes du Golfe, aussi bien insérés dans les circuits de l'économie internationale que déconnectés de leurs populations, sont une bonne illustration du projet préconisé pour toute la région.

Certes, cette offensive a ralenti le processus de reconstruction des États arabes mais ne semble pas l'avoir enrayé. Si l'histoire montre que ces différentes réformes néolibérales ont eu besoin de la violence ou de la complicité des élites étatiques pour pénétrer les sociétés, elle prouve aussi que la solution doit venir d'abord d'une refonte de l'État sur la base de la souveraineté nationale. Loin de l'opposition réductrice qui prévaut en Occident entre le nationalisme réactionnaire d'un côté et la globalisation postmoderne, la souveraineté nationale telle que revendiquée par les révolutions arabes renoue avec les mouvements d'autodétermination et de libération nationale qui ont prévalu dans les cercles de gauche au début du XXe siècle.

Sans être antinomique avec la lutte contre le racisme et les discriminations, la mise en place d'un nouveau régime politique et économique et, plus généralement, la réalisation des aspirations des peuples pour la justice sociale, exigent de redéfinir l'État national et de le débarrasser du pacte néocolonial entre les élites locales et leurs émules occidentales. Une telle entreprise fait face à un double défi : d'abord, elle ne peut se réduire uniquement au règlement des enjeux politiques et socio-économiques mais incite à adopter une approche socio-culturelle qui intègre les attentes locales d'un « bon gouvernement » des hommes. De cela dépendent la légitimité des institutions et leur appropriation par les populations. Ensuite, il faut penser les États-nations dans la région arabe comme des entités politico-économiques interdépendantes qui partagent, au-delà de l'histoire, la culture et la langue, une communauté de destin.

Le virage délicat des Etats arabes post-révolutions

Par [Cécile Hennion](#) , [Delphine Papin](#) , [Francesca Fattori](#) , [Flavie Holzinger](#) , [Floriane Picard](#) et [Audrey Lagadec](#)

Publié le 18 octobre 2019 à 18h25

Réservé à nos abonnés

Huit ans après les manifestations qui, en 2011, ont secoué plusieurs pays arabes, la région est toujours instable. Trois pays sont en guerre (Syrie, Yémen, Libye), deux ont connu cette année la déchéance de leurs dirigeants autoritaires (Algérie, Soudan) et les manifestations se poursuivent dans plusieurs autres Etats, dont la Tunisie, d'où était parti, fin 2010, le « printemps arabe ».

Manifestations, répressions, attentats, guerres... des pays sous tension

Formes de violences,
du 1^{er} janvier au 12 octobre 2019

- Violences contre les civils (répression, batailles, explosions...)
- Emeutes spontanées
- Contestations pacifiques

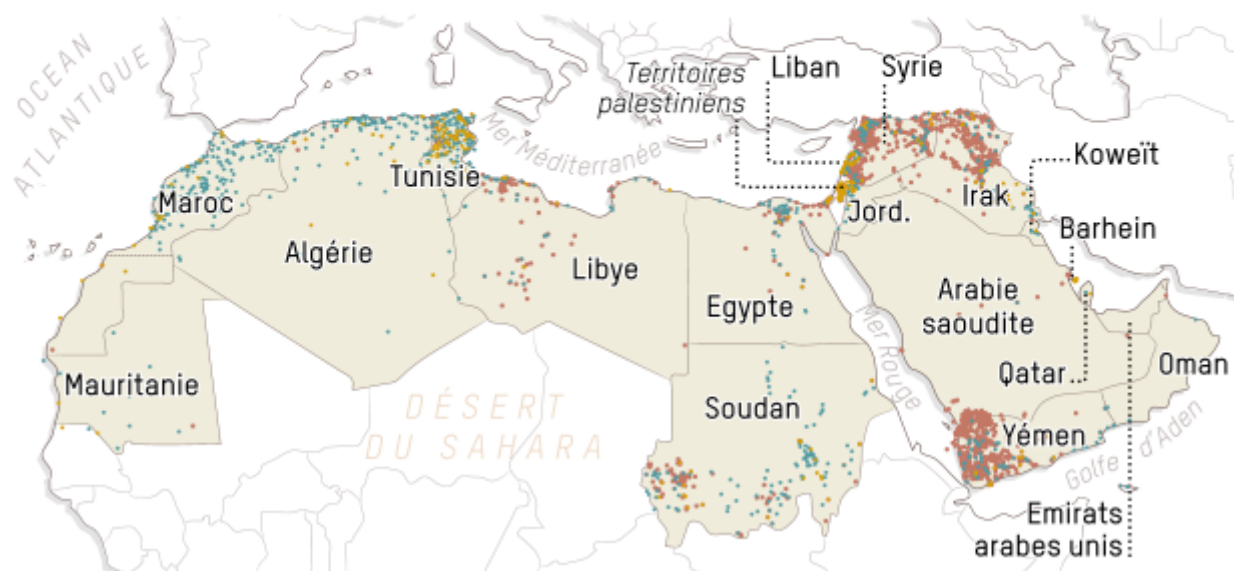


1. Jordanie 2. Territoires palestiniens

Manifestations, répressions, attentats, guerres... des pays sous tension

Formes de violences, du 1^{er} janvier au 12 octobre 2019

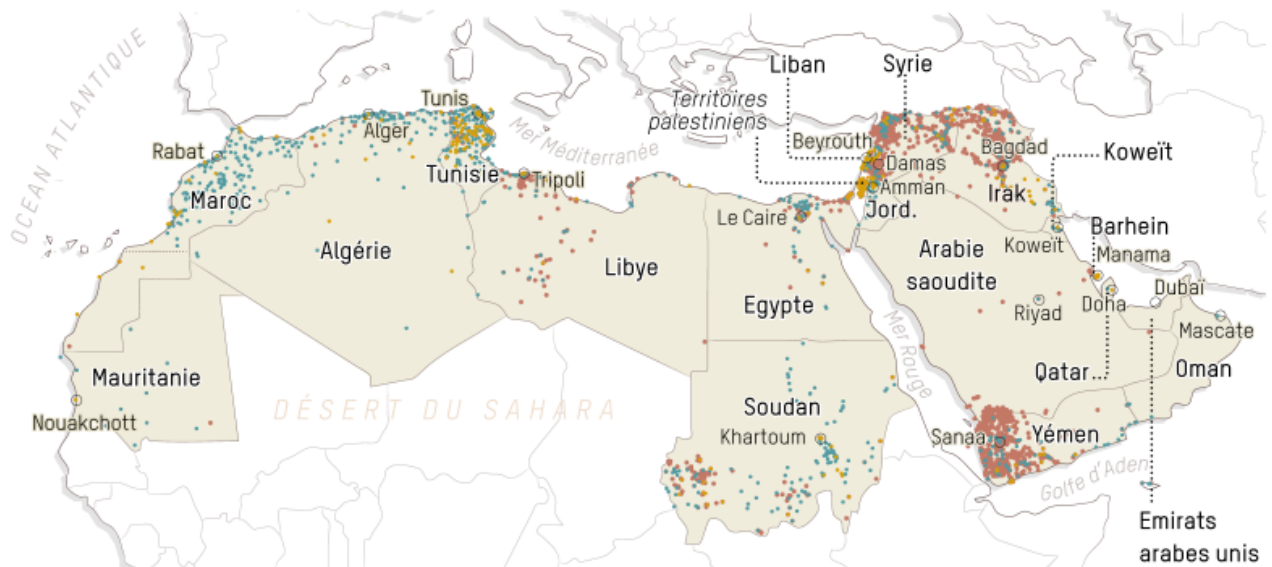
- Violences contre les civils (répression, batailles, explosions...)
- Emeutes spontanées
- Contestations pacifiques



Manifestations, répressions, attentats, guerres... des pays sous tension

Formes de violences, du 1^{er} janvier au 12 octobre 2019

- Violences contre les civils (répression, batailles, explosions...)
- Emeutes spontanées
- Contestations pacifiques



Les monarchies ont connu une relative stabilité, contrant la contestation par des réformes limitées (Maroc, Jordanie), par la manne pétrolière (pétromonarchies de la région du Golfe) ou par une violente repression soutenue par l'étranger (Bahreïn).

Type de régime

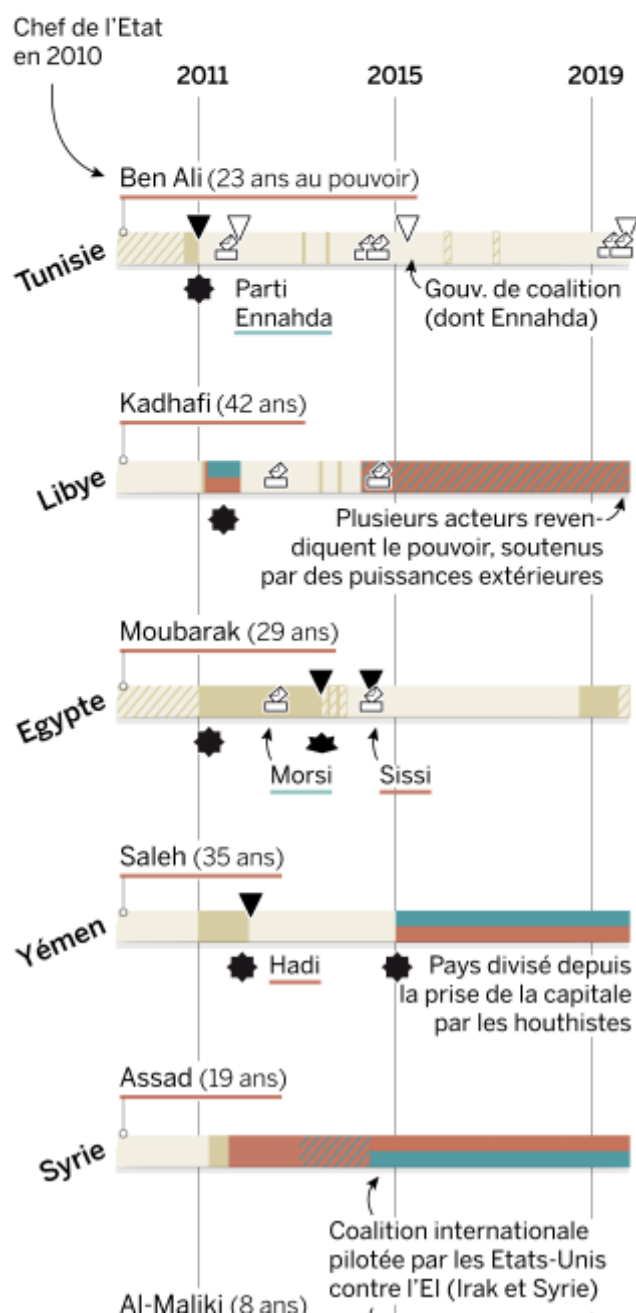
- Militaire
- Monarchie
- Islam politique au pouvoir
- sunnite
- chiite

Contexte national

- Contestation sociale
- Guerre civile
- Manifestation massive
- Intervention extérieure

Rupture et temps forts

- ✱ Déchéance
- ✱ Coup d'État
- ▼ Changement de régime
- 🗳️ Election démocratique
- ▽ Alternance politique



Type de régime

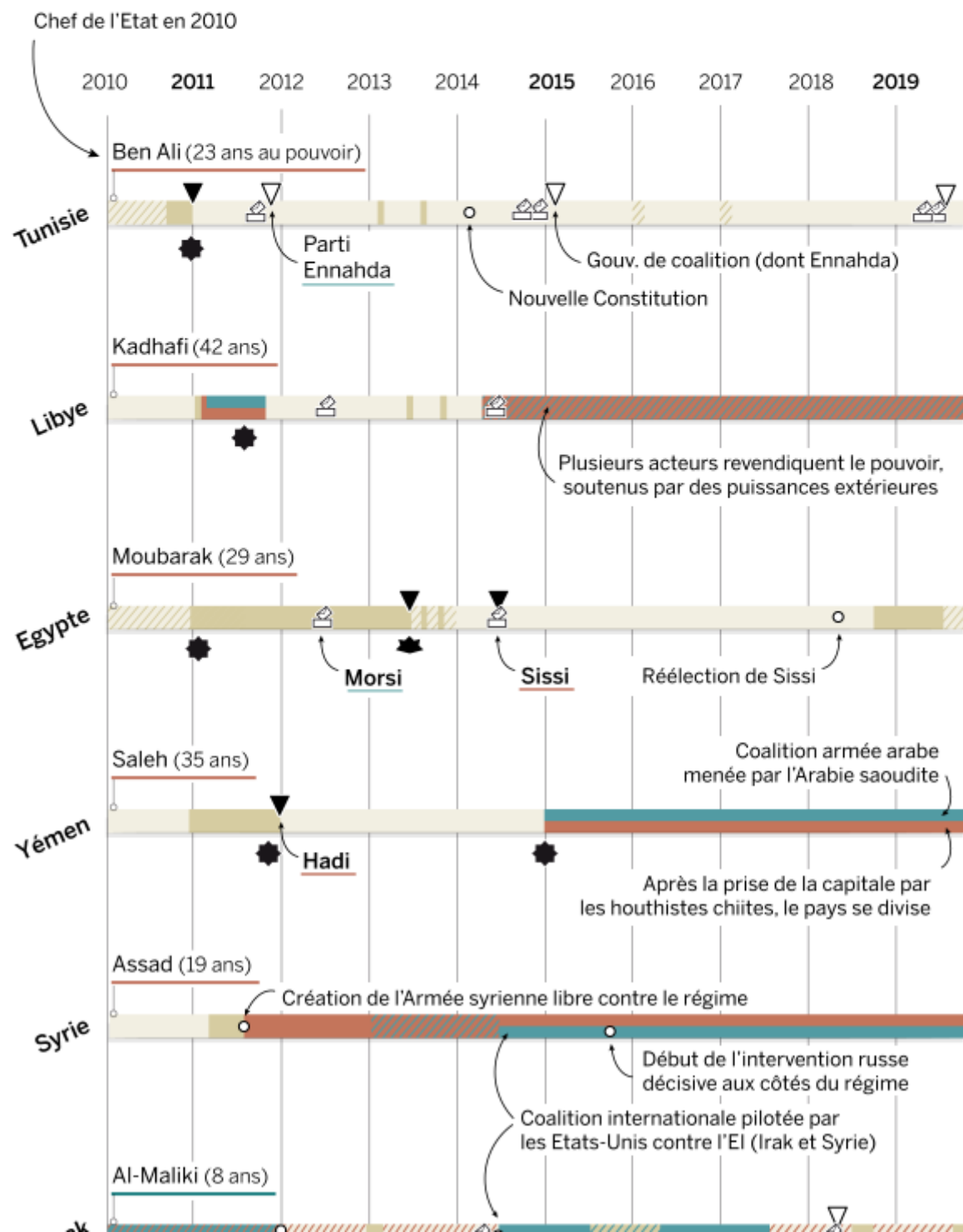
- Militaire
- Monarchie
- Islam politique au pouvoir
 - sunnite
 - chiite

Contexte national

- ▨ Contestation sociale
- Guerre civile
- Manifestation massive
- Intervention extérieure

Rupture et temps forts

- ✱ Déchéance
- ▼ Changement de régime
- ▽ Alternance politique
- ✱ Coup d'État
- 🗳️ Election démocratique

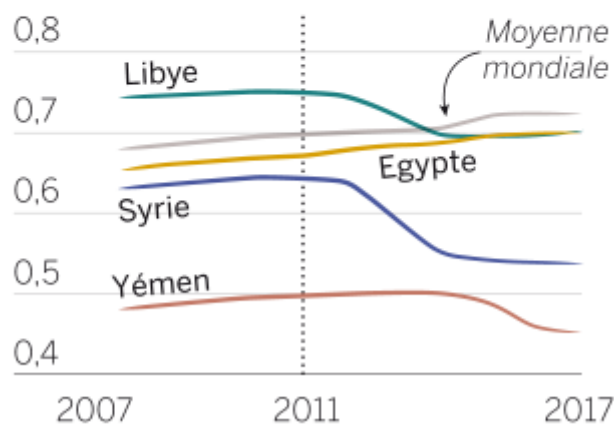


Résultat, la plupart des indicateurs de développement ont connu une baisse, notamment en Syrie. Dans ce pays secoué par la guerre, l'espérance de vie, qui avait chuté brutalement, remonte timidement à son niveau de 1992.

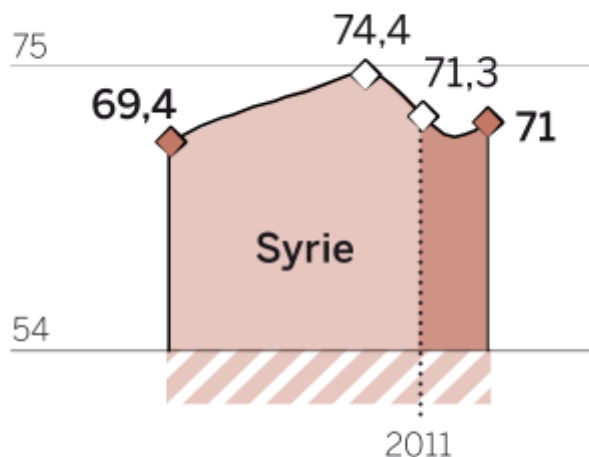
Des sociétés en panne de développement

Evolution de l'IDH

L'IDH se fonde sur trois critères :
le PIB par habitant, l'espérance de vie
et le niveau d'éducation



Espérance de vie entre 1987 et 2017,
en années



Infographie : *Le Monde*

Sources : Acled ; Banque mondiale ; « Arab Human Development Report », 2019, UNDP ; Transparency international ; *Le Monde*

Le constat dressé par le rapport de l'ONG Transparency International montre également une forte corruption qui gangrène les sociétés.

Une corruption caractéristique de la déliquescence des Etats en 2018

Pays peu corrompu

Indice de corruption



Indice 100

Rang 1



Moyenne des pays arabes : indice 36

Arabie saoudite Indice 49
58^e

Tunisie Indice 49
73^e

Egypte Indice 35
105^e

Libye Indice 17
170^e

Syrie Indice 13
178^e



Pays très corrompu

Rang 180

Indice 0

Sources : Acled ; Banque mondiale ; UNDP ; Transparency International ; *Le Monde*
Cécile Hennion

Delphine Papin

Francesca Fattori

Flavie Holzinger

Floriane Picard

Audrey Lagadec

Où en est la transition démographique dans le monde arabe ?

Par Youssef Courbage*

Introduction

Je ne vais pas faire un cours de démographie. Ce serait lassant. Je vais essayer de montrer les implications de la démographie, socio-économiques et idéologiques dans le monde arabe. Quels sont les enseignements qu'on peut tirer de sa transition démographique? Et, de ce qui survient actuellement, les contre-transitions démographiques ?

La transition démographique est chargée d'implications idéologiques. Vous connaissez Samuel Huntington, que j'ai eu, avec Emmanuel Todd, l'honneur de critiquer dans notre « Rendez-vous des civilisations ». Ce qui est moins connu est que lorsque Huntington parle du « choc des civilisations », il y met une forte teneur démographique.

Selon lui, la confrontation entre les civilisations du monde et essentiellement entre l'islam et la chrétienté, entre l'Europe et le monde arabe, a une base démographique. La résurgence de l'islam est nourrie par les taux spectaculaires de croissance démographique des musulmans. Les enseignements de Huntington ont laissé beaucoup d'émules dans le monde. En France, actuellement, le Front National, mais pas que lui, est obsédé par la croissance démographique des Arabes. Il y a quelques années la fameuse journaliste italienne Oriana Fallaci, avait accusé les musulmans du monde de se reproduire non pas comme des lapins mais comme des rats. Démographie rime avec islamophobie. Un homo islamicus est fabriqué, différent du reste de l'humanité.

Or, si on prend en compte les indices démographiques les plus répandus ceux que tout le monde connaît, comme l'indice de fécondité : le nombre moyen d'enfants par femme, on voit que cet indice a une forte amplitude dans le monde de plus de 8 enfants dans certaines sociétés africaines à moins de 1 enfant dans d'autres sociétés particulièrement malthusiennes. Si vous prenez le monde arabe ou musulman vous voyez que là aussi il s'étage entre près de 7 enfants chez les

musulmans du Niger à un enfant ou moins chez les musulmans de Bosnie-Herzégovine (ex-Yougoslavie). Le monde musulman est très divers comme le reste du monde. Il n'y a pas de raison particulière de singulariser l'islam par sa démographie. Si vous prenez les Philippines, chrétiennes à 90% et l'Indonésie, musulmane à 90 %, les indonésiennes ont 2,4 enfants, c'est-à-dire un peu plus que ce qu'il faut pour se reproduire et les Philippines 2,8, sensiblement plus que les musulmanes.

On peut multiplier les exemples à l'infini. la France a un indice de fécondité de 1,98 , mais on pourrait dire que le Liban où l'indice de fécondité n'est plus que de 1,6 est plus moderne que la France ! et dans toutes ses confessions aussi bien musulmanes que chrétiennes. L'Iran, pays chiite, république, islamique de surcroît, on fait moins d'enfants qu'en France. Ceci montre que l'explosion démographique musulmane n'est qu'un mythe qui sert à alimenter le fantasme du clash des civilisations.

Dans le temps, un démographe américain avait même érigé des lois de la fécondité musulmane : la fécondité musulmane est universellement élevée, elle ne manifeste pas de tendance à la baisse, elle est toujours supérieure à celle des autres religions. Toutes ces affirmations ont été démenties.

Ceci étant il est vrai que dans certains pays arabes particulièrement patriarcaux où la filiation se fait par les hommes, la fécondité peut être plus élevée, car on ne souhaite pas l'arrêt de la procréation avant d'avoir atteint le nombre jugé suffisant de garçons. La probabilité d'avoir à coup sûr un garçon augmente, en effet, avec la fécondité. Lorsque la fécondité est très élevée, au-delà de 5 enfants, la probabilité de ne pas avoir de garçons est faible. Mais à des niveaux de fécondité plus bas : Liban, Maroc... 2 enfants ou moins par femme, ce « risque » est très élevé : 25%. Un quart des couples arabes modernes accepte une progéniture non exclusivement masculine. Ils acceptent donc, que leur descendance se fasse par les filles. Ainsi la fécondité en baisse peut bouleverser les coutumes les mieux ancrées.

Le monde arabe est hétérogène. Sa démographie le montre bien. Des différences marquées existent entre le Maghreb et le Machrek, la fécondité a très fortement baissé au Maroc contrairement à la Syrie et à l'Égypte. Pourquoi ? Il y a de multiples explications mais l'une des raisons est l'ouverture sur le l'Europe tellement malthusienne, alors que la Syrie et l'Égypte se sont ouvertes vers l'Arabie saoudite et les principautés du Golfe, qui furent hyper-natalistes.

Démographie et politique

Un séisme a secoué le monde arabe à partir de 2011. L'an 2011 marquera l'histoire arabe au même titre par exemple que l'arrivée des troupes de Bonaparte en Égypte en 1798.

Plaçons nous dans une perspective comparatiste. Aujourd'hui, du Royaume du Maroc au Sultanat d'Oman, les pays arabes l'un à la suite de l'autre sont en train de revivre les évolutions-révolutions qui ont balayé le monde occidental et l'Europe de l'Est puis l'Asie.

Le monde arabe a été touché par cette vague révolutionnaire avec un retard, de deux siècles. Mais ce n'est rien à l'échelle de l'histoire de longue durée. De surcroît, les transitions notamment les transitions démographiques arabes -plus tardives qu'en Europe- ont été plus intenses.

D'où cette convergence démographique rapide entre le monde arabe et le reste du monde. L'indice de fécondité dans les années 70 dépassait très souvent 7 enfants par femme comme au Maroc. Aujourd'hui du Liban jusqu'au Yémen, la fécondité a fléchi, certes à des rythmes différents : au Liban, elle est tombée de 5,5 à 1,6. Au Maroc, de 7,5 à 2,2. Même le plus retardataire le diplotocus du monde arabe, le Yémen, a incurvé sa fécondité, passée de 8,5 ce qui était énorme à 5 enfants ce qui reste considérable ; mais il s'agit quand même d'un progrès significatif. En plus la transition arabe a été très rapide en comparaison avec les transitions antérieures. Elle s'est déroulée sur une quarantaine d'années alors qu'en Europe elle aura pris un siècle et demi.

Le Processus est universel et atteint le monde arabe désormais. Il va de la hausse du niveau éducatif de la population aux bouleversements politiques. Comme cela s'est passé dans l'Angleterre de Cromwell au 17^e siècle où la proportion des jeunes -garçons puis filles- instruits a dépassé celle des analphabètes ; la révolution de Cromwell (et la décapitation du roi Charles X) survint 10 ans après. Même chose en France au milieu du 18^e siècle, où les jeunes instruits dépassèrent les analphabètes. Et quelques années plus tard ce fut la Révolution Française. On retrouve le même phénomène avec le printemps des peuples dans les pays d'Europe orientale et d'Europe centrale et orientale, avec la Russie de 1905 et de 1917.

Partout, l'instruction généralisée a précédé les révolutions politiques. Phénomène qui paraît d'une grande banalité, que l'accès à l'instruction. Aujourd'hui la proportion des jeunes dans le monde arabe, aussi bien garçons que filles, qui maîtrisent la lecture et l'écriture est pratiquement de 100 % pas seulement dans les pays les plus avancés comme le Koweït, le Liban, la Jordanie et la Palestine mais même dans des pays moins avancés où le taux de scolarisation avoisine les 100%.

Décomposons cette Révolution démographique :
Phénomène N°1, (peu évoqué): baisse de la mortalité.

La mortalité a beaucoup reculé. Dans les années 50, l'espérance de vie à la naissance, le nombre moyen d'années que pouvait espérer vivre un Arabe n'était que de l'ordre de 40 ans. Aujourd'hui elle atteint 75 ans ou plus.

Quid de sa signification du point de vue mental ? Elle veut dire que le fatalisme recule. Avant la forte baisse, l'homme arabe se ressentait comme l'instrument du « qadar », du destin, car tout était écrit. Il était constamment sous la menace de la mort, par maladie, par accident etc. Avec une espérance de vie de 75 ans l'homme et la femme se sentent désormais immortels.

Bien sûr, il ne s'agit que d'une perception car on sait tous qu'on va mourir un jour. Mais le fait que les maladies se soient éloignées, que la mortalité ait beaucoup baissé, donne des ailes. On sent qu'on a l'avenir pour soi, qu'on peut se lancer dans des projets à long terme. Aujourd'hui, l'individu qui prend sa retraite à 60-65 ans, ne se dit plus je vais rentrer à la maison, dormir et mourir. Il se dit « tiens, j'ai des petites

épargnes je peux me lancer dans des projets d'investissement, créer ma petite entreprise et tout ce qui va avec ». Ce qui veut dire que la baisse de la mortalité a beaucoup dynamisé le moral des individus.

Phénomène N°2 : baisse de la fécondité

Elle signifie que c'est la personne, et elle seule qui décide du nombre d'enfants qu'il va avoir. Aujourd'hui, il n'y a plus de décision sur le nombre d'enfants imposés par le Pouvoir politique comme ce fut le cas dans certains pays arabes comme Oman où le Sultan décidait qu'il fallait avoir tant d'enfants pour atteindre un chiffre de population ou comme pour Erdogan en Turquie qui décide que les femmes turques devraient avoir au moins 4 enfants pour renforcer la nation turque. Aujourd'hui la décision d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant, d'avoir un, deux ou 10 enfants incombe à l'individu et ceci est un changement colossal dans le mental des sociétés. L'individu devient un créateur.

Célibat : le célibat définitif au Maghreb avoisine 10 %, 7-8% au Proche-Orient. Aujourd'hui, la famille ne peut plus imposer un conjoint à la fille. Beaucoup refusent le mariage : pas d'un conjoint imposé. Elles préfèrent le célibat plutôt que d'être contraintes à épouser un homme qui est plus vieux, laid et surtout moins instruit.

Mariage exogamique hors de la famille : le mariage avec le cousin germain est aussi en déclin. Au Maroc il était de 30 % en 1995 et est tombé à 15 % en 2010, aujourd'hui il ne doit pas dépasser 6 à 7 %. Or, que signifiait l'endogamie ? L'endogamie impliquait que le groupe familial est étanche, avec la fermeture des groupes sociaux et géographiques les uns par rapport aux autres. Avec le mariage exogamique, c'est l'ouverture, le changement et la modernité, Il favorise le brassage des populations et stimuler l'esprit d'initiative.

Bouleversements dans la hiérarchie

A l'échelle de la famille. Quand je repense aux familles dans mon pays des années 1960, c'était le pater familias, le père qui décidait de tout. La mère s'effaçait et les enfants devaient obéissance au père dominateur et beaucoup moins instruit que ses enfants. Parfois même moins instruit que son épouse. Il jouissait seul de l'autorité et dictait ses quatre volontés à sa femme et à sa famille. La sœur devait obéissance à son frère; aujourd'hui elle n'accepte plus la dominance de son frère avec autant de facilité.

La contraception, libératrice du corps de la femme, remet en question le pouvoir du mâle sur le corps féminin.

Avec la généralisation de l'instruction, on a donc eu des remises en question en cascade au sein de la famille.

La famille c'est l'échelle micro, la société c'est l'échelle macro. Les évolutions silencieuses qui se déroulaient à l'échelle de la famille ne pouvaient pas ne pas se répercuter à l'échelle macro. La contestation de l'autorité apparue à partir de 2011, répond au fait que dans la famille le pouvoir absolu a été lui-même contesté. Quand vous contestez l'autorité de votre propre père, vous n'allez pas tarder à contester l'autorité du chef de l'Etat, souvent un président à vie.

Un nouveau modèle de famille

C'est la famille nucléaire restreinte avec le père, la mère et ou les fils et la fille ou les filles, en nombres de plus en plus restreints. Cette nouvelle orientation de la famille ne peut être que bénéfique.

On peut dire, sans grande exagération, que la famille nombreuse autoritaire correspondait un régime politique lui-même autoritaire. Le corollaire est que le passage à une famille de dimension restreinte est une condition nécessaire -même si elle n'est pas suffisante- de sortir de l'autoritarisme.

La Nouvelle démographie du monde arabe (comment on voyait les choses il y a dix ans)

Youth bulge « bulle démographique des jeunes ». Selon les politologues lorsque cette proportion est élevée ou qu'elle augmente, c'est le signe précurseur de troubles politiques, montée des idéologies radicales, islamistes. Or cette bulle démographique a augmenté jusqu'à 2000, mais elle est aujourd'hui en décroissance rapide.

Je ne suis pas malthusien mais le bon sens amène à penser que des taux de croissance démographique élevés peuvent compromettre la croissance économique. Or une nouvelle démographie semblait se profiler à l'horizon, ce qui ouvrait une « fenêtre démographique d'opportunités », ce qu'on appelle aussi le « miracle » ou le « bonus » démographique, c'est-à-dire la possibilité d'engranger des « dividendes » démographiques.

Lorsque le rythme de la démographie ralentit, l'emploi productif augmente. Grâce à l'augmentation des taux d'épargne, à l'accumulation du capital et des investissements, le produit intérieur brut de la population (global et per capita), ce qui ouvre la voie à un avenir économique meilleur qu'en cas de croissance démographique forte. Parce qu'il y aura de plus en plus de population en âge de travailler.

Rien que par les transformations de la structure d'âge de la population on peut s'attendre à une décélération de la pression sur le marché de l'emploi. Quelles en sont les implications?

Avec la décélération de la pression sur le marché de l'emploi il y a plus d'opportunités pour que les femmes puissent pénétrer le marché de l'emploi.

Les sociétés arabes sont patriarcales et le rôle productif incombe essentiellement à l'homme, le « breadwinner ».

Mais de plus en plus de femmes entrent dans le monde du travail et ceci a des implications fortes. En effet l'entrée de la femme dans le domaine du travail accélère le processus de modernisation des sociétés. Les femmes sortent de l'espace domestique elles entrent dans la force de travail, et cette entrée dans la force du travail facilite leur entrée ultérieure dans la sphère politique.

Par conséquent, avant que le vieillissement de la population ne devienne une réalité, on voit qu'il y a des opportunités économiques fortes qui sont ouverte par ces mutations démographiques.

La diminution de la croissance démographique entraîne une amélioration de la répartition du revenu national par la diminution des inégalités démographiques. De manière schématique entre « riches » et « pauvres ». Les riches avaient un nombre restreint d'enfants alors que les pauvres en avaient bien plus. Les riches accaparaient une part anormalement élevée du gâteau national, réparti sur un nombre peu élevé de membres de la famille : le père, la mère et deux ou trois enfants. En revanche, les pauvres : le père et la mère avaient 7 à 8 enfants ou plus. Par conséquent, non seulement ils recevaient de moindres revenus, ils devaient aussi les répartir sur un nombre élevé d'ayants-droits. Par conséquent, l'atténuation des différences de fécondité entraîne de manière mécanique, une réduction des inégalités de répartition des revenus.

L'éducation

Va également bénéficier du ralentissement démographique. Comme, en Algérie, qui dans certaines années dépensait jusqu'à 10 % de son PIB pour l'éducation, avec des résultats très mitigés. Mais partout malgré tous les efforts réalisés par les États arabes, qui ont déversé des fonds gigantesques prélevés sur leur produit intérieur brut et des budgets de l'éducation nationale considérables, la scolarisation notamment féminine restait en retard.

Le taux de scolarisation féminine à l'université: 22 % est à comparer avec celui de la Corée du Sud qui dépasse 75 %. Il reste du chemin à parcourir et la nouvelle démographie qui se profile dans le monde arabe avec l'assagissement de la fécondité signifie moins de pression sur l'entrée dans l'éducation parce qu'il y aura, de moins en moins de naissances.

Il y aura aussi un trade-off – un choc entre la quantité et la qualité-. Moins d'enfants à scolariser permet de les scolariser plus longtemps dans le secondaire puis dans l'universitaire. Les coûts additionnels de l'enseignement vont provenir non pas d'une augmentation de la quantité mais d'une augmentation de la qualité et on pourra fournir des enseignements de plus longue durée, plus scientifiques et donc plus coûteux. Les effets importants sur la productivité du travail ne tarderont pas à se manifester.

Les investissements dits « économiques » prendront l'antécédence sur les investissements « démographiques », c'est-à-dire les investissements nécessaires à simplement répondre à la croissance de la population.

Cette transition démographique – image que d'aucuns jugeraient trop idyllique – d'aucuns la craignent comme la peste. Il faut reconnaître que la transition démographique s'accompagne du vieillissement de la population. La question lancinante devient donc : que ferons nous quand nous serons débordés par 10 %, 15 % de vieillards, voire plus ?

En fait, c'est un risque très exagéré. Le vieillissement démographique, tout d'abord, n'est pas une réalité immédiate. Ensuite, Il y a moyen d'y faire face notamment grâce à la solidarité intergénérationnelle, une réalité bien présente dans les pays du Sud. Cette solidarité joue à plein tube, c'est-à-dire que les personnes actives se sentent beaucoup plus solidaires de leurs parents que ce n'est le cas en Europe occidentale ou en Extrême-Orient. La solidarité intergénérationnelle permet donc d'atténuer les effets du vieillissement.

J'ai terminé avec la première partie qui était la partie « rose », maintenant je passe à la partie plus actuelle.

Récemment, des contre-transitions démographiques

Il y a 6 ans on voyait les transitions démographiques arabes porteuses d'espoirs, précurseurs du printemps arabe. A l'intérieur de la famille il y avait plus d'une avancée, une montée des familles nucléaires, des relations de plus en plus égalitaires au sein de la famille. Le youth bulge, l'explosion démographique des jeunes, s'atténuait. Les structures par âge de la population évoluaient dans un sens qui permettait l'augmentation de l'épargne et de l'investissement et des créations d'emploi. La productivité du travail augmentait grâce au troc entre la quantité et la qualité. La réduction des disparités de répartition du revenu national et la montée des classes moyennes devenaient une réalité. Le savoir était mieux réparti entre les différentes classes sociales. On en venait à conclure que la transition démographique était le signe annonciateur de la transition démocratique.

« Et maintenant on va où ? »

Comme dirait la cinéaste libanaise Nadine Labaki .Que peut-on dire aujourd'hui, en 2017 ? Peut-on garder le même optimisme ? Que dit la démographie récente du monde arabe ? L'indice de fécondité, qui nous sert à psychanalyser la société, évolue-t-il dans le bon sens ? Y a-t-il des renversements de tendance, des oscillations de l'indice de fécondité. Quelles en sont les significations? Reflets du mental de ces sociétés, ou simples accidents de parcours?

On commencera par Oumm el Dunia , l'Égypte peuplée de presque 104 millions (dont 94 sur place), pays gigantesque mais où les habitants doivent se disputer 40 000 km² seulement de superficie utile (non-désertique), soit une densité irrespirable de 2 500 hab/km². En Égypte, depuis les khédives en passant par le roi Farouk, Jamal Abdel Nasser et les autres (à l'exception de Morsi), le Pouvoir a constamment essayé de freiner la croissance démographique en intervenant sur la fécondité. C'est toujours un échec. La seule période où il y eut symbiose entre les vœux du pouvoir et les aspirations populaires, c'était sous Nasser, dont le charisme put persuader les Égyptiens de passer à une famille -un peu- plus restreinte. Après la mort de Nasser, l'indice de fécondité égyptien qui avait certes baissé jusqu'en 2008, est remonté très vigoureusement. A telle enseigne qu'il est passé de 3 enfants par femme, ce qui était déjà très élevé, à 3,5 enfants par femme.

Mais le cas de l'Égypte est loin d'être unique.

En Algérie, le deuxième pays arabe le plus peuplé, le même phénomène s'est reproduit. L'indice de fécondité à la fin de la « deuxième guerre » d'Algérie, était tombé à 2,4 enfants en 2000. Il est bien plus élevé aujourd'hui, avec 3,1 enfants. Certes, l'Algérie n'est pas l'Égypte. L'Algérie a de l'espace, mais elle est tributaire de sa rente gazière. Et une fécondité élevée est porteuse de risques pour cette population de 42 millions d'habitants.

La Tunisie, qui fut le « beau modèle » des démographes arabes et aussi des politologues, précurseur des printemps arabes, est également, quoique de manière plus atténuée qu'en Égypte et en Algérie, en situation de contre-transition démographique. La fécondité après être tombée à 2 enfants par femme est repartie à la hausse. Aujourd'hui, elle atteint 2,4 enfants par femme c'est-à-dire l'indice du Maroc d'il y a 11 ans.

Le monde arabe d'aujourd'hui regroupe des pays où la fécondité reste constante et élevée, ou augmente, et d'autres où elle diminue comme le Maroc, qui devient un cas unique parmi les pays très peuplés. Après avoir atteint 2,19 enfants par femme à l'enquête à passage répété en 2010, le recensement de la population de 2014 a montré que la fécondité est restée pratiquement constante à 2,21.

En revanche, l'Irak malgré l'état de guerre permanent qui remonte à 1980, c'est-à-dire depuis 47 ans ! avec la guerre contre l'Iran, puis la première guerre du Golfe suivie de la deuxième guerre du Golfe, la guerre contre les Kurdes etc... Malgré des guerres synonymes de paupérisation, la fécondité irakienne est restée très élevée.

Le Soudan pays en guerre a également une fécondité très élevée, le Yémen, un autre pays arabe en guerre garde une fécondité très élevée de près de 5 enfants, et le triste privilège d'être le pays arabe le plus fécond.

Paradoxalement, en péninsule arabique, l'Arabie Saoudite et dans les petits Émirats du Golfe, la fécondité continue sur la voie de la diminution. Curieusement l'Arabie Saoudite qui a exporté les wahhabites avec ses implications démographiques, notamment en Égypte -la fécondité égyptienne a remonté en grande partie à cause des émigrés de retour d'Arabie Saoudite[1]– Mais chez eux les Saoudiens ont une fécondité moderne en diminution. Le roman d'une jeune saoudienne Raja Sana « les filles de Ryad » تانبا ضايرلا » montre bien la pénétration de la modernité dans la vie sentimentale en Arabie, qui surprend par rapport aux idées préconçues que l'on peut avoir.

Les cinq Émirats du Golfe : Bahreïn, Qatar, Koweït, Emirats Arabes Unis, Oman connaissent le même phénomène avec des fécondités plutôt très basses surtout eu égard à leurs richesses extrêmes et leurs fortes populations étrangères, dont on voudrait se débarrasser en les remplaçant par des nationaux dotés d'une forte fécondité. Mais les Saoudiens, ou plutôt les Saoudiennes, les émiratis, les koweïtiennes les qataries etc. aspirent à s'émanciper sans être envahies par des ribambelles d'enfants. Il est vrai qu'elles ont les bonnes philippines ou égyptiennes pour s'en occuper mais elles ont quand même opté pour la famille de taille réduite.

En Syrie –dont la démographie mériterait à elle seule une conférence- avant la guerre de 2011 la fécondité était toujours élevée et ne manifestait pas de tendance à la baisse : des années 2000 à 2010/2011 : 3,5 enfants, sans changement.

Une autre exception, le Liban où la fécondité est la plus basse du monde arabe. Chez les Libanais le mariage est en crise, notamment à cause de l'émigration qui perturbe le marché matrimonial et augmente le célibat ou entraîne des mariages très tardifs.

En Palestine, au contraire, la fécondité est très élevée à 4,1 enfants par femme. Idem pour la Jordanie.

Le résultat est qu'en classant les pays arabes, selon l'état d'avancement de leur transition démographique, on voit qu'il y a autant de pays arabes où la fécondité est en baisse comme le Maroc, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Sultanat d'Oman, le Qatar etc. que de pays où elle reste très élevée/ou augmente comme l'Égypte, l'Algérie, la Palestine, la Mauritanie etc.

Mais on devrait analyser cette situation en termes de population et non de pays. Aujourd'hui 80 % des populations arabes sont dans des situations de contre-transition démographique, 20 % seulement sont encore en transition où la fécondité continue à baisser. Huit habitants arabes sur 10 n'ont pas suivi le schéma que nous avions pronostiqué (c'était en 2007).

Cela veut – il dire que le processus de transition, de modernisation démographique s'est arrêté dans le monde arabe ? A l'exception de quelques pays « modernistes », comme le Maroc, le Liban, les pays de la péninsule Arabique ? De l'optimisme sur l'avenir du monde arabe passer au pessimisme ? Est-ce que les vues présentées dans la première partie de cette intervention sur la modernisation et notamment la modernisation politique sous l'effet de la transition démographique sont désormais caduques ? Est-ce qu'à la transition démocratique qu'on avait vue à l'œuvre dans la sphère familiale dans la sphère sociale et politique a succédé une contre transition démographique et politique, l'arrêt du processus de modernisation ? Retourne-t-on aux familles patriarcales, aux régimes autoritaires ?

A mon avis il ne faut pas trop verser dans le pessimisme. Le retournement de tendance dans la démographie des pays arabes, ne signifie pas forcément le retour à la tradition, le rejet de la modernité. Ça ne signifie pas que les régimes politiques vont faire forcément machine arrière.

En effet, un phénomène surtout étudié par les économistes nous sera utile ici, c'est l'« effet de cliquet ». Cet effet de cliquet stipule qu'un phénomène peut se perpétuer même si la cause qui est à son origine n'intervient plus. Dans notre cas le phénomène dépendant, la transition démocratique, a été déclenché par la transition démographique, qui est aujourd'hui un peu en panne pour 80 % des populations arabes. Mais l'effet de cliquet veut dire que l'arrêt de la transition démographique ne signifiera pas forcément qu'on va reculer pour la transition politique. Aujourd'hui il peut y avoir d'autres causes qui peuvent prendre le relais vers la transition démocratique.

J'ai privilégié la fécondité dans cet exposé. Mais il est possible d'utiliser plutôt qu'un indicateur unique toute une batterie d'indicateurs, comme la mortalité, l'âge au mariage, les proportions de mariages exogames et endogames, les familles nucléaires, les ménages dirigés par les femmes, les divorces pris à l'initiative des femmes. Tous ces indicateurs permettent d'enrichir le concept de transition et de contre-transition démographique.

Quand on essaye de rendre compte des causes de la contre-transition démographique, beaucoup diront que c'est l'effet du « retour à l'Islam ». Pas seulement dans la sphère politique comme l'arrivée au gouvernement du PJD au Maroc, qui n'a pas eu de conséquences démographiques, l'arrivée de Moursi au pouvoir en Égypte –contre-transition avait commencé sous Moubarak. Idem pour la Tunisie avec l'émergence d'Ennahda. Plus que l'islam politique, c'est l'islam domestique son empreinte sur la famille qui expliquerait la remontée de la fécondité, le retour à la tradition à l'authenticité, aux valeurs familialistes. Le devoir d'humilité et d'obéissance des femmes dont le souci premier serait de mettre des enfants au monde et de les élever. Le Turc Erdogan, qui n'est pas un Arabe, l'a exprimé haut et fort en affirmant que le premier devoir de la femme est de rester à la maison et d'élever des enfants, le plus d'enfants possibles ce qui incidemment remet le mariage précoce à l'honneur et la procréation en abondance.

Or, les données montrent comme en Égypte que parmi les multiples explications fournies pour expliquer la remontée de la fécondité, la seule explication convaincante réside dans la situation de l'emploi des femmes qui a beaucoup reculé. Ainsi, les femmes qui jouissaient d'un bagage universitaire, travaillent à hauteur de 56% en 1998 et de seulement de 41 % en 2012. Le recul de l'activité féminine a provoqué une remontée du familialisme, le retour des femmes au foyer et la montée de la fécondité.

On ne peut donc pas exclure les femmes du marché de l'emploi et aspirer à une transition démographique harmonieuse. Or, malheureusement, les déficiences du travail de la femme dans le monde arabe sont une certitude qui met le monde arabe très loin derrière le reste de l'humanité pour l'activité féminine : autour de 22 % alors qu'en 'Extrême-Orient et même en Indonésie, le pays musulman le plus peuplé, le taux d'activité des femmes avoisine 70 %. Il est important pour le monde arabe de regarder vers l'Indonésie car c'est le pays musulman où la présence des femmes est très affirmée, une des conditions de persistance de la transition démographique.

Je n'aurais pas le temps de vous parler des contradictions démographiques en Syrie, sinon pour dire que la Syrie était un régime à 2 vitesses, celui de la minorité au pouvoir jouissant d'un régime démographique de type européen et celui de la majorité de plus des ¾ de la population, qui avait une démographie de type traditionnel avec une fécondité de l'ordre de 5 enfants par femme.

En Palestine parmi les raisons qui expliquent le maintien de la forte fécondité là il y a des raisons politiques : le conflit israélo – arabe qui entraîne des fécondités qui sont de part et d'autres anormalement élevées

Mais dans le lot, les Palestiniens ont une fécondité plus sage que les Juifs d'Israël en 1992, leur fécondité était à 6,8 enfants, elle a quand même baissé à 4,1 aujourd'hui.

Les Palestiniens d'Israël, étaient à 4,30, ils ne sont plus qu'à 3,08, moins que leurs compatriotes juifs, dont la fécondité ne cesse d'augmenter : 2,62 en 1992, 3,16 aujourd'hui.

Mais c'est dans la zone fortement contestées que écarts démographiques sont criards, toujours à l'avantage des Israéliens juifs. En Cisjordanie, les Palestiniens font beaucoup d'enfants certes : 3,7 mais moins que les colons juifs dont le nombre atteindrait désormais 750 000, 5 enfants, une moyenne d'Afrique subsaharienne. A Jérusalem, les Palestiniens de la Ville Sainte ne font plus que 3,2 enfants, bien moins que les Juifs hiérosolymites qui ont 4,4 (Est et Ouest).

En conclusion je voudrais citer Gibran Khalil Gibran lequel écrivait dans une lettre à May Ziadeh » Pourtant, au cœur de chaque hiver, il y a un printemps frémissant et derrière le voile de la nuit, une aurore souriante. De là mon désespoir se mue en espérance. «

Aujourd'hui le leitmotiv à la mode est qu'au printemps arabe a succédé un hiver islamiste. En revenant aux années 1920, on voit que Gibran Khalil Gibran, à une époque empreinte de pessimisme, avait réussi à retrouver les lueurs d'optimisme, qui manquent tellement aujourd'hui.

[1] Des fellahs égyptiens avaient émigré en Arabie à l'époque de l'Infitah. Ils revinrent avec des idées très conservatrices qu'ils n'avaient pas au départ, sur le statut de la femme, la nécessité qu'elle reste au foyer et engendre une progéniture nombreuse.

* Démographe, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED)